



Agence Togolaise de Presse

BULLETIN QUOTIDIEN D'INFORMATION

6 avril 2026

PARTENARIAT TOGO-COMMONWEALTH :

DES ECHANGES FRUCTUEUX POUR UNE COOPERATION RENFORCEE

Lomé, 6 mai (ATOP) - Le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé s'est entretenu, le mardi 5 mai à Lomé, avec le secrétaire général du Commonwealth, Shirley Ayorkor Botchway, en visite de travail à Lomé.

Cette rencontre s'inscrit dans une démarche de consolidation du partenariat et d'exploration de nouveaux domaines de collaboration. Madame Shirley Ayorkor Botchway s'est félicitée de la qualité des échanges et de la convergence de vues sur les perspectives de coopération entre le Togo et le Commonwealth.



Le Président du Conseil avec Mme Shirley Botchway

« Je suis venu pour explorer les domaines dans lesquels le Commonwealth peut soutenir le travail du Président du Conseil ainsi que les institutions de gouvernance du Togo. Il s'agit essentiellement d'une visite exploratoire, mais aussi d'une démarche pour assurer au Togo notre soutien sous toutes les formes. Nous avons eu des discussions très fructueuses sur les moyens de collaborer », a précisé le Secrétaire général du Commonwealth.

Madame Shirley Ayorkor Botchway a exprimé sa gratitude au Président du Conseil pour le soutien apporté lors de son élection. Elle a salué l'engagement continu du Togo dans les initiatives portées par le Secrétariat général du Commonwealth.

SOMMAIRE

ECHOS DE LA CAPITALE	-----	2-4
NOUVELLES DES PREFECTURES	-----	4-10
DOSSIER	-----	11-14
NOUVELLE DE L'ETRANGER	-----	14-17
SPORTS	-----	17-18

Le Togo a adhéré au Commonwealth le 24 juin 2022, une adhésion entérinée le 20 octobre 2022 par le Togo Flag-raising au siège du secrétariat général du Commonwealth, Marlborough House, à Londres en Angleterre.

Cette adhésion a permis au pays de renforcer les relations d'amitié et de coopération avec les pays membres de l'organisation et de diversifier son partenariat économique avec les investisseurs étrangers.

Créé en 1949 par la Déclaration de Londres, le Commonwealth est une organisation intergouvernementale regroupant les pays qui s'engagent dans la promotion de la démocratie, de la paix, des droits de l'homme et de la bonne gouvernance. Presidenceduconseil.gouv.tg



ATOP

Pour vos articles, reportages
Nous contacter.

Actualités, Proximité

+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32

atoptogo1@gmail.com

www.atop.tg



ECHOS DE LA CAPITALE

SENAT :

LE PRESIDENT BARQU E A ECHANGE AVEC DEUX PERSONNALITES SUR LA COOPERATION REGIONALE ET LA SANTE

Lomé, 6 mai (ATOP) - Le président du Sénat, Barry Moussa Barqué s'est entretenu, le mardi 5 mai à Lomé, avec la représentante résidente de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) au Togo, Mme Deweh Emily Gray, et le représentant résident de l'OMS au Togo, Dr Hamadou Nourou.

Les échanges avec la représentante résidente de la CEDEAO ont porté sur le renforcement de partenariats institutionnels et la consolidation des politiques publiques au Togo. Les discussions entre le représentant résident de l'OMS et le président du Sénat ont été consacrés aux des progrès réalisés par le Togo en matière de couverture sanitaire universelle et d'accès équitable aux soins. Elles ont aussi permis d'aborder les défis émergents, en particulier la montée des maladies non transmissibles telles que le diabète, l'hypertension ou les infections respiratoires.

Le renforcement de la coopération avec la CEDEAO

Mme Deweh Emily Gray a indiqué au sortir de l'entrevue que sa visite a principalement pour objectif de nouer un premier contact avec les institutions togolaises, et de jeter les bases d'une coopération renforcée avec le Sénat sur les dossiers d'intérêt commun. « Ma visite s'inscrit dans une démarche de courtoisie. Nous avons discuté de la coopération entre la CEDEAO et le Togo, ainsi que sur les perspectives de collaboration avec le Sénat. Le président du Sénat a marqué sa disponibilité à travailler avec la représentation de la CEDEAO afin de faire avancer les priorités de l'organisation dans le pays », a souligné Mme Gray.



*Les officiels de la première audience avec
Mme Gray (2ème à partir de la gauche)*

La représentante de la CEDEAO a salué l'engagement du Togo dans le processus d'intégration ouest-africaine. Elle a réaffirmé la disponibilité de son institution à accompagner le Sénat dans ses missions, à travers un appui technique et institutionnel sur les dossiers d'intérêt commun. La diplomate a également insisté sur l'importance du dialogue continu entre les organes régionaux et les institutions nationales pour une meilleure efficacité des politiques publiques.

L'OMS salue les avancées du Togo en matière de santé

Dr Hamadou Nourou a félicité les autorités togolaises pour les progrès réalisés dans le domaine de la santé. Il a souligné que l'amélioration de l'accessibilité géographique et la réduction des barrières financières constituent des avancées majeures pour les populations, permettant à un plus grand nombre de citoyens de bénéficier de services de santé essentiels sans contraintes excessives.



Entretien avec Dr Nourou (1er à gauche)

Le représentant résident de l'OMS a plaidé pour un renforcement des politiques de prévention, en mettant l'accent sur la sensibilisation contre la consommation excessive d'aliments riches en sucre, en sel et en graisses chez les jeunes. Il a, à cet effet, sollicité l'implication des sénateurs dans la promotion de cadres législatifs favorables à la santé publique. Dr Nourou a également évoqué le rôle clé de la production de données fiables pour orienter les décisions politiques et mesurer l'impact des interventions sanitaires.

Ces rencontres traduisent la volonté des autorités togolaises de consolider les partenariats stratégiques au service du développement durable et du bien-être des populations. Elles illustrent également le rôle croissant du Sénat dans la diplomatie parlementaire et l'accompagnement des politiques publiques à fort impact social. ATOP/AO/SED/KYA

RAPPROCHER SES SERVICES AUX USAGERS :

LA CCI-TOGO RENFORCE SA PRESENCE DANS LE GRAND LOME

Lomé, 6 mai (ATOP) – Les nouveaux locaux de la délégation régionale du Grand Lomé et de la direction centrale de la coordination des régions de la Chambre de commerce et d'industrie du Togo (CCI-Togo) ont été inaugurés, le mardi 5 mai dans la commune Agoè-Nyivé 1. L'immeuble est situé en face des feux tricolores de la Brigade d'intervention rapide (BIR), ancien camp FIR.



Le bâtiment vue de face



Coupure de ruban

Les bureaux de la délégation régionale du Grand Lomé servent, entre autres, à fournir des informations sur les services de la CCI-Togo. Ils constituent un cadre de

proximité permettant d'accéder aux offres de la chambre, d'obtenir des informations utiles et d'être mieux orienté afin de bénéficier d'un meilleur accompagnement. Les bureaux de la direction centrale de la coordination des régions visent à impulser, à harmoniser et à valoriser l'action de l'ensemble des délégations régionales du pays.



Une assistance

Outre ces bureaux, les nouveaux locaux de la CCI-Togo hébergent également le Centre de gestion agréé (CGA) qui aide les petites entreprises dans la tenue d'une comptabilité régulière et facilite l'accès aux opportunités. Ils abritent aussi l'unité d'implémentation de recherche et d'innovation de cette institution. La mission principale de cette unité est le renforcement des capacités des opérateurs économiques, l'amélioration des mécanismes d'appui aux TPME/TPMI, le développement de l'emploi

et la valorisation des résultats des recherches des entreprises.

Le but de la CCI-Togo est de renforcer son ancrage territorial et de consolider la politique de décentralisation et de déconcentration engagée par le gouvernement. Il s'agit de rapprocher les services d'accompagnement et d'assistance des acteurs économiques en renforçant les capacités locales et en facilitant l'accès aux opportunités.

Le ministre en charge de l'Economie et de la Veille stratégique, Badanam Patoki a invité les opérateurs économiques à s'approprier ces services pour s'informer davantage afin de développer leurs affaires pour leur épanouissement. Il a appelé les entrepreneurs et tous ceux qui exercent dans le monde des affaires, à visiter ce cadre afin de profiter de ses services pour soutenir la croissance de leurs activités et celle du pays.

« La CCI-T est désormais une institution plus proche, plus structurée, plus performante et plus engagée dans le développement économique territoriale du pays. Ces locaux sont un outil de service public, un instrument de présence territoriale et d'efficacité institutionnelle », a indiqué le président de cette institution, Dr José Kwassi Syménouh.

Le gouverneur du Grand Lomé, Mme Kassah-Traoré Zouréhatou a indiqué que sa zone concentre la majeure partie des activités économiques du pays. Il est important, selon elle, d'installer ces locaux dans la région afin d'aider les acteurs économiques à développer leurs entreprises avec un accompagnement adapté, et à bénéficier des conseils stratégiques. ATOP/DHK/BV/KYA



ATOP
Pour vos articles, reportages
Nous contacter.

Actualités, Proximité

+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32

atoptogo1@gmail.com

www.atop.tg



NOUVELLES DES PREFECTURES

CENTRALE :

LE LT-COL. HODIN ECHANGE AVEC LES POPULATIONS SUR LES ENJEUX SECURITAIRES

Sokodé, 6 mai (ATOP) - Le commandant de la 2^e Région de gendarmerie à Kara, Lt-Col. Hodin Edoh a échangé avec les représentants des forces vives des préfectures de Tchaoudjo et de Blitta sur les enjeux sécuritaires, respectivement les 5 et 6 mai à Sokodé et Blitta.

Cette démarche s'inscrit dans le cadre d'une tournée de sensibilisation prévue jusqu'au 13 mai dans les trois autres préfectures de la région Centrale. Elle intervient dans un contexte marqué par la persistance des menaces sécuritaires, notamment le terrorisme. Ces dangers obligent à intensifier les actions de prévention et de sensibilisation afin de garantir la paix, la sécurité des populations et la stabilité des institutions.



Les officiels et participants



Le Lt-Col. Hodin échangeant avec les populations

La tournée a pour objectif de renforcer la police de proximité. Elle vise spécifiquement à marquer la présence de l'Etat sur le terrain et à faire l'état des lieux, en vue de donner des orientations adéquates aux unités territoriales. Il s'agit aussi d'améliorer la connaissance et la prise de conscience des populations face aux enjeux sécuritaires du moment, tout en consolidant l'action des autorités locales sur le terrain.

Dans les deux localités, le commandant de la 2^e Région de gendarmerie a rappelé les trois priorités du Président du Conseil, « protéger, rassembler, transformer », qui doivent guider les actions de tous. Il a entretenu ses interlocuteurs sur les enjeux sécuritaires et les attitudes à adopter pour y faire face. L'impact probable sur l'Afrique de la guerre en Iran et les mesures anticipatives ont également été abordés.

Le Lt-Col. Hodin a souligné que la lutte contre les défis sécuritaires exige la collaboration entre les Forces de défense et de sécurité (FDS) et les populations. Il a invité chaque acteur à signaler tout flux migratoire ainsi que tout individu fréquentant régulièrement les cybercafés ou s'adonnant au trafic de drogue. L'officier de gendarmerie a demandé à tous de dénoncer toute personne se livrant à l'exploitation illicite des ressources naturelles et au trafic de grande ampleur de carburant illégal. Il a insisté sur le bannissement des surcharges de marchandises, le respect du code de la route et la prudence sur les routes. Il a appelé à faire en sorte que les mouvements sociaux, protestations politiques et revendications sociales demeurent véritablement pacifiques. Les populations ont été conviées à proscrire les actes de représailles, à rester vigilantes, à informer les FDS sur tout indice suspect et à éviter les dénonciations calomnieuses. Le Lt-Col. Hodin a mis en avant l'intensification de la sensibilisation et de l'éducation, le renforcement de la coopération intra et intercommunautaire ainsi que le respect des autorités et de leurs consignes. Il a mis l'accent sur la promotion de la tolérance, du dialogue interethnique, la résolution pacifique des conflits, l'utilisation des médias et des réseaux sociaux à bon escient et le bannissement de tout acte pouvant compromettre la sécurité.

Par ailleurs, le commandant de la 2^e Région de gendarmerie a évoqué les défis liés à l'impact de la guerre en Iran sur certains pays africains. Il a souligné la nécessité de prendre des mesures idoines pour anticiper d'éventuelles instrumentalisation des populations.

Le préfet de Tchaoudjo, assurant les fonctions de gouverneur de la région, Tchimbiantja Yendoukoa Douti, et le préfet de Blitta, Batossa Boukari, ont salué cette tournée, qui contribue à la préservation de la paix, de la sécurité, de la cohésion sociale et

du vivre-ensemble, gages de tout développement. Ils ont exhorté les participants à relayer les messages de sensibilisation afin de soutenir la vision sécuritaire du président du Conseil et de consolider la cohésion sociale et le vivre-ensemble. ATOP/MEK/AO

AGOE-NYIVE/CERTIFICAT DE NATIONALITE TOGOLAISE :
LES POPULATIONS RENSEIGNEES SUR LES NOUVELLES PROCEDURES DE DELIVRANCE

Agoè-Nyivé, 6 mai (ATOP) – La direction du Sceau, de la nationalité et de l'identité civile a organisé, le mardi 5 mai au Lycée d'Agoè-Nyivé centre, dans la commune d'Agoè-Nyivé 1, une séance de sensibilisation sur les nouvelles formalités de délivrance du certificat de nationalité togolaise.



Le préfet d'Agoè-Nyivé (au micro) lors de son intervention



L'assistance

Cette campagne foraine est organisée conjointement avec les ministères en charge de la Justice, de l'Économie numérique et le partenaire Canadian Bank Note. Elle a réuni le préfet d'Agoè-Nyivé, Dr Tinaka Wédiabalo Kossi, la directrice du Sceau, de la nationalité et de l'identité civile, Mme Tchamdja Kpatcha Kobauyah, des maires et adjoints au maire, des chefs de cantons et de villages, des conseillers municipaux et régionaux, ainsi que des élèves et plusieurs autres personnalités.

L'activité a permis de rapprocher l'administration des citoyens et de mieux expliquer les nouvelles procédures de délivrance du certificat de nationalité, dont la demande se fait désormais par digitalisation.

Le préfet d'Agoè-Nyivé, Dr Tinaka Wédiabalo Kossi a salué cette initiative qui traduit la volonté des pouvoirs publics de moderniser les services administratifs et de les rendre plus accessibles aux populations. Il a rappelé que le certificat de nationalité constitue la preuve juridique de l'appartenance d'une personne à une nation et confère officiellement à celui-ci, la qualité de citoyen avec tous les droits et devoirs qui en découlent. Le préfet a souligné que la mise en ligne des demandes représente une avancée majeure visant à réduire les délais, limiter les déplacements des usagers, renforcer la transparence et améliorer la qualité du service public.

La directrice du Sceau, de la nationalité et de l'identité civile, Mme Tchamdja Kpatcha Kobauyah a expliqué que la digitalisation vise à faciliter les démarches des citoyens et permet, à terme, un archivage numérique sécurisé des pièces administratives. Mme Tchamdja a mis en garde les populations contre les pratiques de corruption et les agissements des démarcheurs mal intentionnés qui profitent souvent de l'ignorance des usagers pour les escroquer. « Vous devez désormais exiger des reçus », a-t-elle insisté, invitant les citoyens à plus de vigilance. Elle a ajouté que cette tournée nationale vise aussi à apporter des réponses immédiates aux préoccupations des populations et à accélérer le traitement des dossiers urgents, notamment dans le Grand Lomé.

Le responsable de la cellule informatique du ministère de la Justice et des Droits humains, Bocco Ben a révélé que depuis le lancement de la plateforme numérique des

demandes de certificat de nationalité le 12 décembre 2024, un total de 175.609 demandes ont été enregistrés. Parmi celles-ci, a-t-il poursuivi, 151.724 ont déjà été traitées, tandis que 23.885 restent en attente. Il a précisé qu'après une récente sortie médiatique, 15.000 dossiers sur les 38.000 en souffrance ont pu être régularisés.

Au cours de la séance, les dossiers des citoyens encore en attente ont été réceptionnés pour un traitement annoncé dans un délai d'un mois. ATOP/ASA/KYA

AGOU/IDENTIFICATION BIOMETRIQUE :

LES ACTEURS LOCAUX OUTILLES POUR ACCOMPAGNER LE PROJET E-ID

Agou-Gadzépé, 6 mai (ATOP) – Les acteurs clés de la préfecture d'Agou prennent part, les 5 et 6 mai à Agou-Kpédomé, à un atelier axé sur le projet d'identification biométrique couplé de sensibilisation sur le Comité intercommunal de gestion des plaintes (CCGP).



L'assistance suivant une présentation



Des participants

Initiée par le ministère de l'Administration territoriale, de la Gouvernance locale et des Affaires coutumières, à travers l'Agence nationale d'identification (ANID), l'activité s'insère dans la mise en œuvre du projet d'identification biométrique (E-ID). Ce projet vise à attribuer à chaque individu une identité unique, fiable et sécurisée.

L'atelier a pour objectif de présenter aux participants les contours du projet et les modalités de sa mise en œuvre. Il s'est agi également de sensibiliser et d'installer le comité intercommunal chargé de la gestion des plaintes. Ce dispositif aura pour mission de recevoir, examiner et assurer le suivi des réclamations des populations durant l'exécution du projet.

Au cours des travaux, les participants ont été informés sur plusieurs aspects clés du projet E-ID, notamment l'organisation de la supervision du processus d'enrôlement de masse, les centres retenus pour les opérations d'identification biométrique, ainsi que les responsabilités des différentes parties prenantes.

Les échanges ont également porté sur les risques sociaux liés au projet, en particulier les violences basées sur le genre, l'exploitation, le harcèlement et les abus sexuels. Les mécanismes de gestion des plaintes ont été présentés afin de garantir une meilleure prise en compte des préoccupations des populations.

Les participants ont, en outre, formulé des suggestions en vue d'assurer une mise en œuvre efficace du projet dans la préfecture. À l'issue des travaux, un comité intercommunal de gestion des plaintes a été officiellement mis en place.

Le directeur général de l'Action sociale, Agbonou Kodjo Siveh, a rappelé que ce projet s'inscrit dans la dynamique de modernisation des services publics engagée par les autorités nationales à travers la digitalisation. Selon lui, l'identification biométrique contribuera à faciliter l'accès aux services publics et privés, à renforcer l'inclusion sociale et à promouvoir l'intégration régionale. Il a invité les participants à s'impliquer activement dans la sensibilisation des populations afin d'assurer le succès de l'opération dans la préfecture.

Le secrétaire général de la préfecture d'Agou, Assignon Kodjo, a salué l'engagement des acteurs locaux en faveur de la bonne gouvernance et du dialogue social. Il a souligné que la réussite du projet repose sur la participation active des communautés. M. Assignon a rappelé que les comités communaux de gestion des plaintes ont été institués pour recueillir et traiter les préoccupations des populations, afin de garantir la transparence, la confiance et la cohésion sociale.

L'initiative se poursuivra dans les prochains jours dans d'autres préfectures, notamment Kloto, Kpélé, Wawa, Akébou, Danyi, Badou et Amlamé. ATOP/MET/BSM/AJA

KOZAH/PROJET « INCLUSION ECONOMIQUE » :

UN FORUM REGIONAL S'OUVRE A KARA POUR PROMOUVOIR L'EMPLOI INCLUSIF



Participants, organisateurs et officiels

personnes handicapées (FETAPH). Elle a bénéficié de l'appui financier de la Coopération allemande, à travers le programme ProEmploi+ de la GIZ.

L'objectif est de renforcer l'insertion socioprofessionnelle des couches vulnérables, notamment les jeunes, les femmes et les personnes en situation de handicap dans la région de la Kara. Il s'agit de créer une plateforme dynamique d'échanges entre les demandeurs d'emploi, les employeurs et les institutions de financement pour favoriser une synergie d'action.

Durant trois jours, les participants seront sensibilisés sur les dispositifs d'appui à l'insertion et outillés sur l'élaboration de plans d'affaires et les compétences de vie (life skills). Le programme prévoit également des rencontres B2B, des expositions de produits locaux, ainsi que des panels sur les métiers d'avenir et les filières porteuses. Des espaces dédiés permettront de connecter directement les porteurs de projets aux partenaires financiers.

Le secrétaire général du gouvernorat de la Kara, Gnigbangou Gountibote a salué cette démarche qui s'aligne sur les priorités gouvernementales. Il a indiqué que bâtir un système inclusif nécessite de lever les barrières physiques, sociales et institutionnelles. Selon lui, cette rencontre est l'occasion idoine de co-construire des solutions adaptées aux réalités locales afin de garantir à chaque citoyen une participation équitable au développement national.



Les officiels visitant des stands d'exposition

Le responsable pays de Handicap International (HI), Attam Koffi Georges, a souligné que malgré les évolutions du marché du travail au Togo, l'emploi des jeunes et

des femmes reste un défi de taille. Pour lui, ce forum constitue un cadre de concertation indispensable entre le secteur privé, les institutions et les centres de formation pour dégager des solutions concrètes.

Le conseiller technique ProEmploi+ de la GIZ, Lamboni Tylilieb a réaffirmé que les actions menées visent à améliorer durablement l'employabilité des jeunes et à élargir les opportunités pour les groupes souvent marginalisés.

ATOP/SG/TAL/SED

LACS/SECURITE ALIMENTAIRE AU TOGO

**UN SOUS-PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES
DES PRODUCTRICES D'HUILE DE COCO LANCE**

Aného, 6 mai (ATOP) - Le sous-projet « Renforcement des capacités des groupements des femmes productrices d'huile de coco des préfectures des Lacs, Vo, Bas-Mono et Golfe » a été lancé le mardi 5 mai à Aného.

Ce sous-projet est porté par l'ONG « Association des volontaires Togolais et Togolaises pour le développement » (AVOTODE) basé à Zébé (Aného). Il est soutenu techniquement et financièrement par l'Organisation des nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO) et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) à travers le projet de renforcement de la résilience au changement climatique des communautés côtières du Togo (R4C-TOGO).

Le sous-projet cible six coopératives (SCOOPS) de la région Maritime, identifiées pour leur potentiel. Il va consister à renforcer les capacités des femmes en matière de production d'huile de coco de qualité, en emballage et d'étiquetage surtout le conditionnement des produits pour être plus compétitifs sur les marchés. Les groupements seront appuyés en matériels notamment les broyeuses, les malaxeurs des bâches et autres objets nécessaires ainsi qu'un accompagnement structuré. Il est également prévu des sensibilisations à travers des émissions radiophoniques et l'acquisition des matières premières au profit des bénéficiaires.

L'initiative s'inscrit dans une dynamique de valorisation de la filière coco et de la sécurité alimentaire au Togo, tout en contribuant à l'autonomisation économique des femmes rurales. L'objectif est d'améliorer les compétences techniques, organisationnelles et entrepreneuriales des bénéficiaires. Ce sous-projet permettra de transformer ces femmes en véritables actrices économiques, autonomes, capables de répondre aux normes de qualité et d'attractivité du marché national et régional.

L'adjoint au maire des Lacs 1, Agossou Kangni a exhorté les bénéficiaires à s'approprier le projet, à faire preuve d'engagement, de solidarité et de rigueur afin que les acquis soient durables et profitables à toute la communauté.

Le directeur exécutif de l'ONG AVOTODE, Wilson Anani Akpé a souligné l'importance de renforcer les capacités locales pour assurer la durabilité des activités



Les participants



La table d'honneur

génératrices de revenus. Il a exhorté les coopératives à plus de responsabilité et d'engagement pour faire de ce sous-projet une réussite.

Le secrétaire général de la préfecture des Lacs, Gouyo Ekouévi a salué cette initiative qui s'intègre dans la politique de promotion de l'entrepreneuriat féminin et de développement économique locale. Il a insisté sur le respect des normes de qualité et d'hygiène des produits. Le secrétaire général a exhorté les coopératives à tirer de meilleurs profits des opportunités offertes. ATOP/DK/BV

VO/EDUCATION :

DES INFRASTRUCTURES RECEPTIONNEES AU LYCEE DE ZOOTI

Vogan, 6 mai (ATOP) - Une cérémonie de réception officielle d'un bâtiment scolaire et d'un bloc sanitaire s'est déroulée, le mardi 5 mai au lycée de Zooti, dans la commune Vo 3.



Le bâtiment scolaire vu de profil



Visite d'une salle de classe

Estimé à 35.000.000 F CFA, les travaux de construction des infrastructures ont été entièrement financés par Frank Schneider et Rodney Ranz de l'association Reiner Moutsch Stiftung Fly & Help avec le soutien de l'ONG Aktion PIT Togohilfe e.V. Ces infrastructures sont composées d'un bâtiment scolaire de trois classes équipées de tables-bancs, de bureaux, de magasin, d'une direction et d'un bloc sanitaire à trois cabines.

Le représentant du chef d'inspection de l'enseignement secondaire général de Vogan, M. Koutolbéna Yaka, le proviseur du lycée de Zooti, Agbékossi Kodo Kodjo et le 1^{er} adjoint au maire Vo 4, Akoutcha Komlan ont remercié les donateurs pour cette réalisation qui permettra un enseignement de qualité et de proximité aux populations. Ils se sont engagés à prendre soin des joyaux, à les protéger et à les utiliser à bon escient pour l'intérêt des générations présentes et futures. Ils ont exhorté les élèves à se mettre sérieusement au travail pour de bon résultats à la fin de l'année scolaire.

Le chef de la délégation, Frank Schneider a souligné l'importance de l'éducation dans la vie d'un enfant. Il a encouragé les élèves à bien apprendre leurs leçons afin de devenir des élites capables de construire la société de demain. M. Frank Schneider les a encouragés au travail bien fait afin de faire de ce lycée, une référence dans la préfecture et convié les enseignants à donner le meilleur d'eux-mêmes.

Auparavant, le chef du village de Zooti, Togbui Kpomayizoun Tonou 4 avait exprimé sa reconnaissance aux donateurs et aux représentants de l'ONG Aktion PIT Togohilfe e.V au Togo pour leur volonté d'améliorer les conditions de vie et de travail des apprenants et leurs encadreurs.

La remise des cadeaux aux donateurs, des ballons de football à la direction du lycée et la visite des salles de classes ont aussi marqué cette cérémonie. Des autorités administratives, traditionnelles, militaires et des responsables du système éducatif de Vo ont assisté à cet évènement.

ATOP/AKS/MG

DOSSIER

COOPERATION SINO-TOGOLAISE :

300 FORAGES POUR SOULAGER LE QUOTIDIEN DES POPULATIONS DANS LES PLATEAUX

Par AMEKOUVO S. Akouétey

Les corvées d'approvisionnement en eau, les difficultés d'accès à l'eau potable, des maladies liées à l'eau, font désormais partie du passé dans neuf (09) préfectures de la région des Plateaux. A partir d'une étude minutieuse, des zones rurales confrontées aux problèmes de pénurie d'eau potable et de mauvaise qualité de l'eau ont été sélectionnées au profit du projet d'hydraulique villageoise d'aide de Chine au Togo visant à réaliser 300 forages de Puits à motricité humaine (PMH).



M. Huang satisfait de l'avancement des travaux

De la préfecture de l'Ogou jusqu'à celle de Kpélé, en passant par les préfectures de l'Anié, de l'Est-Mono, du Moyen-Mono, de l'Amou, de Kloto, d'Agou et de Haho, la satisfaction est au rendez-vous, une joie manifestée par les populations à la mission conjointe sino-togolaise en tournée d'inspection des ouvrages, les 28 et 29 avril dans quelques villages bénéficiaires des forages.

« Le Togo s'est engagé dans un processus de développement et d'amélioration des conditions de vie de la population. Dans ce cadre, ce projet, fruit de la coopération bilatérale entre la Chine et le Togo vient soutenir les efforts du pays en matière d'amélioration des conditions de vie », a déclaré Dr Yao Lombo, conseiller technique du ministre de l'Agriculture, de la pêche, des ressources animales et de la souveraineté alimentaire.

300 forages sortis de la terre en 2 ans

Le projet d'hydraulique rurale est le fruit des conclusions du neuvième sommet du Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC), tenu à Beijing du 4 au 6 septembre 2024. Le projet conçu sur deux ans est réalisé par l'entreprise générale Zhongmei Engineering Group Ltd. et supervisé par le groupement constitué de China Railway Eryuan Engineering Group Co., Ltd. et de China Railway Eryuan (Chengdu) Consulting & Supervision Co., Ltd. Le projet officiellement lancé le 19 décembre 2024 à Atakpamé par l'ex-ambassadeur de Chine au Togo, Chao Weidong est implanté dans la ville aux sept collines (Atakpamé) et les zones rurales de la région des Plateaux.

Le projet vise fondamentalement la construction de 300 puits d'eau ruraux et l'installation de 300 pompes à eau manuelles. Un volet non négligeable de ce projet, fruit de la coopération sino-togolaise, est la prise en compte des travaux d'étude hydrogéologique, de forage, d'analyse de la qualité de l'eau, d'installation et de mise en service des équipements, ainsi que la formation technique relative à la maintenance.

Après 18 mois de travaux, l'ambassade de Chine au Togo, reste très attachée à l'avancement des travaux. A la tête d'une mission de terrain, le chef du projet d'hydraulique villageoise du Togo, Huang Xianzhou s'est dit particulièrement satisfait de l'état d'avancement des travaux sur les différents sites. Sur les 300 forages initialement

prévus, 305 sont réalisés. « Nous sommes à 90% de taux d'exécution, c'est-à-dire 260 sont déjà fonctionnels tandis que 45 autres sont en cours de finition d'ici fin juin », a confié M. Huang.

Le gouverneur de la région des Plateaux, le général de brigade Dadjia Maganawé a salué la détermination de l'équipe chinoise en charge des travaux. « En dix-huit mois, 260 forages sont équipés et fonctionnels, donc la célérité est vraiment à saluer. Sur le terrain, j'avoue que ça a été un grand soulagement parce que le besoin était réel ».

Des populations enthousiasmées

D'un village à l'autre, des scènes de gaieté et de reconnaissance ont été manifestées à l'endroit de la délégation conjointe sino-togolaise déployée sur le terrain pour les inspections. La joie était perceptible sur les visages des populations et toutes à l'unisson témoignent leur reconnaissance au Président du Conseil, Faure Gnassingbé et au président chinois, Xi Jinping pour avoir initié ce projet.



De l'eau de qualité transportée par les femmes



Les premières gouttes d'eau recueillies

« Nous sommes tellement heureux de la disponibilité de l'eau potable dans notre village. Durant des années, nos mères et grands-mères ont souffert de la pénurie d'eau. Nous sommes tous reconnaissants, nous disons merci à Dieu et aux donateurs pour leur générosité qui vient mettre fin à nos souffrances », a témoigné Mlle Salifou Foussena, une apprentie rencontrée lors de la tournée à Haoussa-Kpedji, un village à 22 km d'Atakpamé dans l'Ogou 1.

« L'eau que nous buvions avant était polluée par toutes sortes de microbes », a renchéri le président du Comité villageois de développement, Fankou Abdoulazize. « Nous n'avions pas d'autres choix que de la consommer et cela nous rendait malade. Dorénavant, avec l'eau potable, nous aurons certainement une meilleure santé », a-t-il ajouté.

Au village de Bâto-Losso, 7 km de Wahala, M. Gbandawa Nayagla avoue que le problème d'eau était vraiment criard : « Nous manquions vraiment d'eau dans le village avant ce forage. Il nous fallait parcourir environ 6 km pour en trouver et ce que nous trouvons était source de maladie pour nous ainsi que nos enfants. Aujourd'hui, nous avons de l'eau potable et nous nous en réjouissons ».

Les bienfaits de ces forages

A l'étape de Afidégnigban, un village situé dans le canton Katoré dans la commune Ogou 2, M. N'Tchou Kowovi, président régional des producteurs agricoles des Plateaux affirme que « ce forage va contribuer à réduire les épidémies causées par les eaux sales de la rivière Eké en provenance d'Atakpamé où nous nous approvisionnons. Le forage va nous permettre d'arroser nos plantes, de gagner du temps que nous prenions pour aller à la rivière et aussi nos enfants seront plus ponctuels à l'école ».

Pour le directeur régional de l'Eau et de l'assainissement des Plateaux, Kogo Koffi Itchè, ces forages vont permettre de prévenir les maladies, et de réaliser des économies. « Les populations partageaient l'eau du fleuve avec les animaux, cela causait des maladies comme des ballonnements de ventre, des diarrhées fréquentes, voire des pertes

de vie », précise M. Kogo. « Nous disons merci à la Chine car ces forages favorisent une préservation de la santé, un gain de temps pour que les enfants puissent aller à l'école ainsi que les femmes qui pourront aller désormais sans inquiétude au marché », a relevé le directeur de l'hydraulique.



Dr Lambo



L'équipe chinoise apprécie la qualité de l'ouvrage

Avant que les populations ne puissent vaquer librement à leurs activités agricoles, reconnaît le conseiller technique du ministre en charge de l'Agriculture, il faudrait que certaines conditions préalables soient réunies, notamment la mise à disposition de l'eau potable. Ces forages, dit-il, sont un appui pour permettre à nos populations d'être plus résilientes et de pouvoir faire face aux activités agricoles pour produire suffisamment et tendre vers la souveraineté alimentaire.

Pour la population de Haho, essentiellement agricole, « le besoin en eau est une nécessité non seulement pour arroser les champs mais aussi pour la consommation », a martelé le préfet de la localité, Tchangani Awo, souhaitant la poursuite de ce projet pour couvrir l'ensemble des besoins en eau dans la préfecture.

Un soulagement et une amertume

« C'est un soulagement total quand on connaît les difficultés des populations à s'approvisionner en eau potable, surtout dans les villages reculés. Ce projet est donc très opportun pour apporter un soulagement à nos populations », s'est réjoui le préfet de Haho.

Tout en mesurant l'impact de ces forages sur le quotidien des populations, le gouverneur de la région des Plateaux déplore que « malheureusement, certaines populations n'ont pas eu cette chance. On n'a pas pu trouver de l'eau pour ces populations, celles qui ont pu bénéficier de l'eau ont pu régler une bonne partie de l'essentiel de leurs problèmes ». Pour la pérennité des ouvrages, le gouverneur appelle les utilisateurs des forages à une prise de conscience.



Séance de travail de la mission avec le gouverneur

Vers un renforcement de la coopération sino-togolaise

Ce projet vient s'ajouter au chapelet de réalisations chinoises au Togo, ce qui démontre de l'excellence des relations entre les deux pays.

« Nous souhaitons que cette amitié entre la Chine et le Togo continue de plus belle pour que les populations puissent bénéficier d'autres projets de développement », a souhaité le directeur de l'hydraulique.

Dans cette logique, le préfet de Haho a sollicité le renforcement de l'amitié entre les deux pays dans l'intérêt des populations. « Je veux encore une fois dire merci à la

coopération chinoise pour cette initiative et surtout merci à l'équipe pour la disponibilité et la célérité avec laquelle ils ont pu réaliser ces forages », a laissé entendre le gouverneur.

Ce projet ne cesse de susciter déjà de l'admiration. Les autorités locales et les populations plaident pour la phase 2 du projet afin de permettre à d'autres localités de boire de l'eau propre et de bonne qualité.



ATOP

Pour vos articles, reportages
Nous contacter.

Actualités, Proximité



NOUVELLES DE L'ETRANGER

LE 4^E SOMMET DU FORUM INDE-AFRIQUE ANNONCE LES 30 ET 31 MAI A NEW DELHI



Lomé, 6 mai (ATOP) – Le quatrième Sommet du Forum Inde-Afrique (IAFS-IV) se tiendra les 30 et 31 mai à New Delhi, sous le thème « Partenariat stratégique Inde-Afrique pour l'innovation, la résilience et la transformation inclusive », a indiqué le ministre des Affaires Extérieures, Dr. S. Jaishankar.

Ce sommet, loin d'être un simple rendez-vous diplomatique, constitue l'aboutissement d'une décennie d'engagement intensif et un appel clair à un ordre mondial réformé. Il permettra à l'Inde et à l'Afrique, guidées par l'éthos du respect mutuel et une

résonance historique partagée, de définir une feuille de route sophistiquée pour une coopération future sous le label de « IA SPIRIT ».

Le sommet servira de plateforme pour présenter ces solutions « Made in India », rentables, évolutives et adaptées à des populations diverses qui ont déjà trouvé un écho à travers le paysage africain.

En prélude au sommet, il sera organisé deux réunions de haut niveau. Il s'agit de la réunion des hauts fonctionnaires pour finaliser les projets de déclarations et les cadres de coopération et celle des ministres des Affaires étrangères Inde-Afrique pour affiner les priorités stratégiques et le consensus politique.

Le sommet sera marqué par des sessions plénières au cours desquelles les Chefs d'État et de Gouvernement délibéreront sur la « Déclaration de Delhi » et le « Cadre Stratégique de Coopération », consolidant la voie pour la prochaine décennie.

IAFS-IV abordera les défis existentiels du XXI^e. Le sommet devrait accélérer la transition vers des matrices d'énergie renouvelable, reconnaissant le vaste potentiel de l'Afrique en tant que puissance d'énergie verte.

La coopération en matière de sécurité, en particulier dans le domaine maritime et la lutte contre le terrorisme, demeure un pilier central. En favorisant une « Région de l'océan Indien sûre et sécurisée », l'Inde et ses partenaires africains visent à protéger les artères maritimes qui facilitent l'essentiel de leur commerce en pleine expansion, a relevé Dr. S. Jaishankar.

Pour le ministre des Affaires Extérieures, l'IAFS-IV représente une étape marquante dans les annales des relations internationales. En mettant en synergie les dividendes démographiques et les aspirations technologiques des deux régions, dit-il, le Sommet du Forum Inde-Afrique 2026 est appelé à agir comme un catalyseur pour un monde plus équitable, résilient et prospère.

Le portail officiel, www.iafs2026.in, se présente comme un référentiel de ce parcours évolutif, invitant la communauté mondiale à être témoin du déploiement d'un partenariat qui est, selon les mots du ministre des Affaires Extérieures, « enraciné dans le passé, mais fermement tourné vers l'avenir. » ATOP/BA/AJA

BÉNIN :

LES ACTEURS DU MONDE AGRICOLE SALUENT L'OUVERTURE TOTALE DU MARCHÉ CHINOIS

Cotonou, (Xinhua) - L'entrée en vigueur le 1er mai dernier de la politique chinoise du "zéro droit de douane" pour 53 pays africains, dont le Bénin, constitue une avancée stratégique pour les acteurs ruraux en quête de nouveaux débouchés, ont estimé mardi des experts et des professionnels du secteur à Cotonou.

Selon une série de témoignages recueillis par Xinhua dans la capitale économique béninoise, cette décision des autorités chinoises a été largement saluée par les différents acteurs socio-professionnels. Ces derniers y voient un levier essentiel pour résorber les difficultés d'écoulement des produits agricoles locaux, particulièrement pour les filières de l'anacarde, du soja et de l'ananas.

"Cette mesure est perçue au Bénin comme une véritable incitation à accroître la productivité et à améliorer la qualité de nos produits à forte valeur ajoutée", ont confié plusieurs interlocuteurs.

S'exprimant sur les performances du secteur, le ministre béninois de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, Gaston Dossouhoui, a confié à Xinhua que les filières de rente avaient connu une progression remarquable lors de la campagne agricole 2025-2026.

"Nos filières de rente explosent : le soja, véritable locomotive, a bondi de plus de 28%. L'anacarde et l'ananas confirment également leur vitalité avec des niveaux de production respectifs de 217.473 tonnes et 488.184 tonnes", a-t-il précisé.

Pour Bernadin Hounkpatin, un entrepreneur agricole, l'accès aux marchés internationaux est d'autant plus crucial que la transformation locale peine à absorber l'offre. "Malgré une capacité industrielle installée de 130.800 tonnes pour l'anacarde, seules 17.700 tonnes ont été réellement traitées en 2023, soit à peine 14% de la capacité disponible", a-t-il déploré à Xinhua, notant un défi similaire pour l'ananas où l'essentiel de la production reste peu transformé.

Concernant le soja, bien que les capacités de transformation soient en pleine expansion via la Zone industrielle de Glo-Djigbé (GDIZ) pour viser les 600.000 tonnes, le besoin de débouchés extérieurs reste immédiat. "Dans ces conditions, nous saluons cette mesure chinoise qui nous ouvre les portes d'un marché aux perspectives immenses", s'est réjoui M. Hounkpatin.

Pascal Vihotogbé, un économiste à la retraite, a toutefois rappelé à Xinhua l'exigence de rigueur : "Le marché chinois nous est désormais accessible, mais nos agriculteurs doivent impérativement s'aligner sur les standards de qualité internationaux pour maximiser ces avantages".

En réponse à ces défis de compétitivité, M. Dossouhoui a réaffirmé l'engagement de son gouvernement à protéger les producteurs. "Nous passons à l'offensive pour garantir la dignité du monde rural, à travers un système d'assurance indicielle innovant et une protection sociale adaptée", a-t-il indiqué, assurant que l'Etat allait redoubler d'efforts

pour que les produits béninois soient transformés et valorisés sur les marchés mondiaux à leur juste prix. Xinhua

MALI :

L'ARMÉE ANNONCE UNE SÉRIE DE FRAPPES AÉRIENNES CONTRE DES GROUPES ARMÉS TERRORISTES

Bamako, (Xinhua) - Les Forces armées maliennes (FAMa) ont mené lundi une série de frappes aériennes dans plusieurs localités du pays contre des groupes armés terroristes, selon un communiqué de l'Etat-major général des armées parvenu mardi à Xinhua.

Selon le communiqué, une première série de frappes a visé une zone située à l'ouest de Dioura, où un important refuge de groupes armés terroristes a été repéré. Le site abritait six véhicules pick-up, plusieurs motos ainsi qu'un dépôt logistique de carburant et de munitions dissimulé sous un couvert végétal.

Une deuxième série de frappes, menée au nord de Sévaré, a permis de neutraliser une cinquantaine de terroristes et de détruire quatre véhicules pick-up, plusieurs motos, ainsi qu'un autre important dépôt logistique de carburant et de munitions, précise la même source.

Toujours selon le communiqué, une troisième série de frappes a été menée au sud-est de Ménaka, où un groupe armé terroriste a été totalement "neutralisé". L'Etat-major général des armées a affirmé que les groupes armés terroristes seraient traqués jusque dans leurs derniers retranchements sur l'ensemble du territoire national. Xinhua

TCHAD :

23 SOLDATS TUÉS ET 26 BLESSÉS DANS UNE ATTAQUE DE BOKO HARAM CONTRE UNE BASE MILITAIRE

N'Djamena, (Xinhua) - Une attaque menée lundi aux environs de 22H00 par le groupe djihadiste Boko Haram sur la base militaire de Barka Tolorom, dans la province tchadienne du Lac, a fait 23 morts et 26 blessés dans les rangs des Forces de défense et de sécurité, selon un communiqué publié mardi par l'Etat-major général des Armées du Tchad.

"Après une riposte féroce de nos éléments, l'attaque a été repoussée. Un nombre important d'éléments de la secte a été neutralisé et du matériel récupéré, et le ratissage continue", a indiqué le général Issakha Acheikh Chanane, directeur de la communication de l'armée, dans ce communiqué.

"En ce moment de recueillement, mes premières pensées vont à nos vaillants soldats tombés, ces héros qui bravent tous les dangers pour garantir notre sécurité et l'intégrité de notre territoire. Le sacrifice de nos soldats ne sera jamais vain", a écrit sur sa page officielle de Facebook le président tchadien, Mahamat Idriss Déby Itno, après avoir rendu visite aux soldats blessés à l'hôpital.

Le chef de l'Etat a réaffirmé que face à la barbarie, le Tchad reste debout, uni et inflexible, soulignant que l'obscurantisme ne l'emportera jamais sur la République. "Nous poursuivrons la lutte avec une détermination renouvelée, jusqu'à l'éradication totale de cette menace", a-t-il ajouté.

Cette nouvelle attaque survient après une période de relative accalmie. D'octobre 2024 à début 2025, l'armée tchadienne avait mené l'opération Askanite pour lutter contre le groupe terroriste Boko Haram, tuant près de 300 terroristes dans la région du lac Tchad. Xinhua

TREIZE PROFESSIONNELS DE SANTÉ BURKINABÈ EN CHINE POUR UN STAGE EN CHIRURGIE CARDIAQUE

Hefei, (Xinhua) - Treize professionnels de santé burkinabè effectuent actuellement un stage de perfectionnement de trois mois à Hefei, capitale de la province chinoise de l'Anhui (est), dans le cadre d'un partenariat sino-burkinabè sur la chirurgie cardiaque.

Un mécanisme de partenariat a été mis en place en 2022 entre le Premier Hôpital affilié à l'Université des sciences et technologies de Chine et le Centre hospitalier universitaire (CHU) de Tengandogo. Il a pour but d'appuyer de façon systématique le CHU de Tengandogo dans le renforcement de ses capacités en chirurgie cardiaque.

En février 2026, ce programme avait déjà permis d'accompagner la partie burkinabè dans la réalisation de 105 interventions cardiaques, dont 55 ont été menées de manière autonome par l'équipe burkinabè.

De plus, la partie chinoise a fait don d'un système de téléconsultation, d'équipements spécialisés et de matériel médical à la partie burkinabè. Elle a également accompagné le CHU de Tengandogo dans l'élaboration d'une version française des procédures opérationnelles standardisées en chirurgie cardiaque.

La coopération médicale sino-burkinabè repose sur une tradition ancienne. Le soutien médical chinois se traduit par des actions concrètes, telles que l'envoi de missions médicales, la construction d'infrastructures, l'octroi d'aides financières et matérielles, le transfert de technologies et la formation du personnel. Xinhua



ATOP

Pour vos articles, reportages
Nous contacter.

Actualités, Proximité

+228 22 21 25 07 / +228 90 15 36 32

atoptogo1@gmail.com

www.atop.tg



SPORTS

RUGBY :

DES PROFESSIONNELS DE MEDIAS FORMES AUX FONDAMENTAUX POUR UNE MEILLEURE COUVERTURE MEDIATIQUE

Lomé, 6 mai (ATOP) - Des professionnels des médias ont pris part, le lundi 4 mai à Lomé, à une session de formation consacrée aux fondamentaux du rugby, en vue d'améliorer la couverture médiatique de la discipline.

Au cours de cette rencontre, les participants ont été outillés sur les principes de jeu, tant en rugby à VII qu'en rugby à XV, notamment les phases d'attaque et d'organisation défensive. Les formateurs ont insisté sur les règles essentielles qui structurent le jeu : la passe en arrière, l'obligation de libérer le ballon après un plaquage, ainsi que la priorité absolue accordée à la sécurité des joueurs, sous le contrôle de l'arbitre, habilité à sanctionner les fautes par des pénalités ou des cartons.



Les officiels et les participants

Sur le plan du scoring, les journalistes ont appris à distinguer les différentes façons de marquer. L'essai, action consistant à aplatir le ballon dans l'en-but adverse, rapporte cinq points. Il peut être suivi d'une transformation, tentative de tir au but valant deux points supplémentaires. Les coups de pied réussis entre les poteaux, notamment les pénalités ou drops, comptent quant à eux, trois points.



Des journalistes en pleine formation

fait savoir que cette formation s'inscrit dans une dynamique plus large de structuration de la discipline dans le pays. Il a rappelé que des sessions de niveau II pour les entraîneurs de rugby à XV et de niveau I pour ceux de rugby à VII ont récemment été organisées, en parallèle avec des formations d'arbitres et d'enseignants. Lors de sa deuxième mission au Togo, l'expert a indiqué avoir assisté à une rencontre de la catégorie des moins de 20 ans (U20). Il a souligné que cette activité, combinée aux formations d'entraîneurs et d'arbitres, témoigne d'une réelle volonté de développement du rugby dans le pays. Il a toutefois relevé que les principaux défis demeurent la mobilisation de ressources financières et la disponibilité de compétences humaines qualifiées pour soutenir cette progression.

« La formation des journalistes constitue un levier essentiel pour vulgariser la discipline. Une meilleure maîtrise du vocabulaire et des règles du jeu permettra une diffusion plus efficace de l'information sur tous les canaux, contribuant ainsi à l'essor du rugby togolais », a-t-il ajouté. Se félicitant des progrès observés, Sarhawoui Mohamed s'est dit impressionné par la qualité des commentaires produits par les journalistes formés lors de retransmissions télévisées récentes. ATOP/AR/AO/KYA

Au-delà de l'apprentissage technique, cette initiative vise à renforcer la visibilité du rugby au Togo. Il s'agit d'accompagner la Fédération togolaise de rugby (FTR) dans sa stratégie de communication, afin de promouvoir la discipline auprès des jeunes, favoriser son implantation en milieu scolaire et susciter l'intérêt de partenaires et sponsors, pour un rayonnement à l'échelle continentale et internationale.

L'officier régional de développement de Rugby Afrique, Sarhawoui Mohamed a

